



REVUE DE PRESSE

Mardi 19 février 2019



Les Français accros au café ?

Les habitudes journalières



71% des Français boivent
en moyenne entre
1 et 5 cafés

8% affirment boire
+ de 5 cafés

Les formes de cafés préférées

- 1^{er}** Café moulu
- 2^e** Café en capsule
- 3^e** Café soluble
- 4^e** Café en grains



Les critères de choix

Commerce équitable

52%

pensent que c'est
une **MENTION IMPORTANTE**

Bio

42%

pensent que c'est
une **MENTION IMPORTANTE**

A quel endroit et quand boit-on un café ?

90%

À LA MAISON

78%

LE MATIN

40%

AU TRAVAIL

63%

APRÈS DÉJEUNER

33%

AU RESTAURANT

13%

APRÈS LE DÎNER



Source : YouGov - Etude omnibus réalisée du 29 au 30 janvier auprès de 965 personnes représentatives de la population française

INFOGRAPHIE CL

■ Deuxième volet de notre opération «Doléances et espoirs, CL vous donne la parole» ■ On parle cette fois du pouvoir d'achat ■ Revoir la TVA, les impôts, les revenus, l'aide sociale, vos idées sont nombreuses.



En novembre, c'est le coût du transport et du carburant qui avait déclenché, à la faveur de la «taxe carbone», le mouvement des gilets jaunes.

Photo Renaud Joubert

Le Secours populaire de plus en plus sollicité

Rafik Bouchra, directrice du Secours populaire en Charente, est hélas la témoin privilégiée de la baisse du pouvoir d'achat. «On reçoit désormais des familles dont les parents travaillent, mais qui ne s'en sortent plus tellement ils ont de charges. Les gens ont le sentiment que tout a augmenté. Venir chez nous, ça leur laisse un peu de marge pour payer les factures. Les braderies que l'on organise ont un succès fou car elles attirent plus seulement les tout petits revenus. D'ailleurs, de plus en plus de gens vendent sur Le Bon Coin ou sur des bric-à-brac pour gagner un peu d'argent.»

Le chiffre

320 € C'est ce que pourrait gagner chaque ménage, selon l'UFC-Que Choisir, si le gouvernement appliquait les 12 mesures concrètes que l'association a formulées le 4 février. Elles sont visibles sur le site de l'UFC.

Vos idées pour le pouvoir d'achat

Lénaëlle SIMON
lsimon@charentelibre.fr

Le pouvoir d'achat, c'est la pierre angulaire des revendications des gilets jaunes, mais qui rassemble bien au-delà. Dans le cadre de notre opération «Doléances et espoirs», des Charentais ont écrit à CL pour dire leur ras-le-bol et leurs fins de mois difficiles, mais aussi livrer leurs propositions. «Puisque la mondialisation ne permet pas d'augmenter les salaires, prenons le problème à l'envers en faisant baisser le coût de la vie pour redonner du pouvoir d'achat», résume un habitant de Fléac. Premier levier: les salaires, qu'un contributeur de Juignac aimerait voir «indexés sur l'inflation»,

comme «les retraites». «Augmenter le Smic à 13 € l'heure [10,3 € brut actuellement, NDLR] et diminuer les charges sur les PME et TPE qui sont vecteurs d'emplois», suggère un autre Charentais.

Revoir la TVA

Second levier, évoqué dans la moitié de vos courriers: revoir la TVA. «La diminuer pour les produits de première nécessité et 100 % français, l'augmenter pour les produits de luxe», suggère Hélène Allemand, de Blanzac. Dominique Rouxel propose 2 % pour les produits de première nécessité dans lesquels elle inclut notamment les carburants, l'eau, le gaz, l'électricité. Et aimerait voir naître une TVA à 36 % sur les produits de

luxe (yachts et certains véhicules). Jean-Michel Palaise, de Jarnac, aimerait créer un taux à 5 % pour les «matériaux de construction pour aider à l'accession au logement». À Aussac-Vadalle, Jacky et Daniel Nicoulet aimerait carrément qu'elle soit «supprimée pour les produits alimentaires locaux» et «augmentée sur les produits transformés». Plus anecdotique, Robert Chateau voudrait que le gouvernement «supprime la redevance télé après 70 ans». Redonner du pouvoir d'achat passe, pour cet autre habitant de Fléac, «par la construction massive de logements sociaux» qui permettrait «de faire baisser les loyers», poste important des dépenses contraintes des ménages selon l'Insee (ci-dessous). Il propose

«**Augmenter le Smic à 13 € l'heure et baisser les charges sur les PME.**»

aussi «d'indexer le taux du Livret A sur l'inflation au lieu de spoiler les petits épargnants». Pour rappel, le Livret A est rémunéré à 0,75 % alors que l'inflation a atteint 1,8 % en 2018. Plus de revenu disponible, c'est aussi moins d'impôts. Le Confolentais Joël Giraud aimerait que l'impôt sur le revenu soit plus progressif, tandis que Gilles Prat, à Mazerolles, souhaite «qu'il soit honoré par tous, de

manière presque symbolique pour les très faibles revenus jusqu'à un taux majoré pour les plus hauts». À Champniers, Ludovic Bianucci avance l'idée «que la baisse du train de vie de l'État serve à baisser les impôts de la classe moyenne». A Dirac, Mathieu Thill estime qu'il faut «récupérer l'argent là où se trouve», en mettant un terme aux «privilèges pour des anciens présidents», et que l'État fasse des économies en «arrétant de faire des choses inutiles», comme changer les limitations de vitesse. Enfin, un habitant de Taponnat aimerait que l'utilisation de l'aide sociale soit mieux contrôlée. Il propose «la création d'un compte social pour chaque Français» dont les fonds ne pourraient servir que sur le territoire national et dans l'économie réelle.

Les prix ont-ils vraiment augmenté ?

Entre 2008 et 2016, les ménages ont perdu près de 500 euros de revenu disponible, avait révélé en novembre dernier le «Portrait social de la France» publié par l'Insee. Cette baisse concerne une grande partie de la classe moyenne (67 %) et s'explique par les réformes fiscales et sociales mises en place par les prédécesseurs d'Emmanuel Macron. Mais pour les six premiers mois de 2019, l'Insee table sur une hausse du pouvoir d'achat de 2 % (contre 1,4 % en 2018). Pourtant, selon une étude Odoxa publiée en septembre, 82 % des Français estiment qu'ils vont perdre du pouvoir d'achat cette année. Deux éléments peuvent expliquer ce ressenti. D'abord l'inflation. En 2018, elle a atteint 1,8 %, beaucoup plus qu'en 2017 (1 %) et 2016 (0,2 %). Deuxième élément: les dépenses contraintes, de plus en plus lourdes pour

les ménages modestes. Elles regroupent le logement, l'eau, les combustibles ou l'électricité, les dépenses bancaires, les mutuelles, les assurances, le téléphone, internet, etc. Ces dépenses représentaient 12 % du revenu disponible en 1951 contre 30 % en 2017. «Ce n'est pas seulement les prix qui ont augmenté, c'est la société qui change. On est sous la coupe des nouvelles technologies qui accroissent ces dépenses contraintes, avec les abonnements aux chaînes de sport par exemple, observe Jean-Luc Girault, président de l'UFC-Que Choisir en Charente. On consomme plus de plats préparés, on a plusieurs voitures par foyer. Il faut aussi payer les mutuelles. Ces avancées sociales et ces changements de mode de vie font que les gens ont moins de marges de manœuvre à la fin du mois.»

Le Smic indexé au niveau de vie

«J'ai travaillé quarante-deux ans et sans cesse depuis les années 80. Je manifeste pour le pouvoir d'achat, pour que le Smic soit indexé sur le niveau de vie. Combien de gilets jaunes ont manifesté durant ces quarante dernières années? Combien se sont contentés de primes octroyées par leur patron? Ces primes ne sont pas soumises aux cotisations retraite. Ça continue aujourd'hui: prime d'activité, de Noël, heures supplémentaires défiscalisées. Dans vingt ou trente ans, je ne vous dis pas les retraites minables que ça va donner.»

Laurent Drillaud (Saint-Yrieix)

70 ans et toujours au travail

«Soixante-dix ans et toujours au travail. J'occupe un poste d'aide à domicile en milieu rural. Sur le terrain, j'observe la montée de la pauvreté qui s'enracine au fil des années. Ma retraite de 950 euros ne me permet pas de vivre normalement. L'année dernière, pour la première fois de mon existence, j'ai fait un extra. Je suis allée rejoindre mon petit-fils à Munich pour les fêtes. Cinq jours, pas plus. Retraite, mais sans cesse préoccupée par le calcul des euros qui manquent à la fin du mois. Ce qui m'oblige à poursuivre une activité de salariée. Est-ce normal?»

Nadia Deletoile (Saint-Bonnet)

Je gagne moins en 2018 qu'en 1988

«Je travaille dans le transport de personnes. Je me lève tous les matins à 6 heures depuis bientôt quarante ans pour un emploi à temps partiel. Je gagne moins en 2018 qu'en 1988. En trente ans, mon pouvoir d'achat n'a pas évolué. J'aimerais pouvoir consommer, épargner, mais avec 800 euros par mois, c'est compliqué. Pourquoi ne pas prendre exemple sur ce qui fonctionne dans d'autres pays (Norvège, Finlande, Danemark, etc.)? Là où les gens sont le plus heureux, avec un système de protection sociale idéal et des salaires décents pour tous?»

Sylvie Saliès (Mazerolles)

Atlanpack organise un nouveau forum Futur graphic

Atlanpack, le cluster graphic et packaging de la Nouvelle-Aquitaine, basé à Cognac, donne rendez-vous le jeudi 28 mars prochain à l'Ester technopole de Limoges pour une nouvelle édition de son forum Futur graphic, qui vise à promouvoir les savoir-faire opérationnels de la créativité et du design graphique et packaging. Grand hall d'exposition, conférences, démonstrations..., cet événement incontournable pour les acteurs de l'industrie graphique, de l'édition, du packaging, du web et de la communication attire chaque année 150 visiteurs et congressistes. Nouveauté 2019: Atlanpack ajoute un grand concours à l'événement. Gratuit, ouvert exclusivement aux exposants du forum, ce concours intitulé Graphipack fera l'objet d'une exposition dédiée. Un jury de professionnels décernera trois prix de l'innovation graphique et packaging qui seront remis vers 17 heures, en clôture de l'événement.

GS Vert se ramifie en Charente

■ Groupe spécialisé dans la végétation, GS Vert vient de racheter Charente élagage à Mouthiers-sur-Boëme ■ Et va déménager son siège à Châteaubernard dans l'année.

A à peine 32 ans, Geoffrey Pacaud, Cognaçais d'origine, est déjà à la tête d'un groupe de 80 salariés. Ce forestier passionné, qui a fait ses armes à la Maison familiale rurale (MFR) de Chevanceaux en Charente-Maritime, s'est lancé dans l'entrepreneuriat il y a dix ans, en créant PG Inventaire, un bureau d'études spécialisé dans le diagnostic sanitaire d'arbres pour les collectivités ou les entreprises comme Enedis... «On fait par exemple des inventaires de végétation, on évalue dans combien de temps les arbres devront être taillés», détaille-t-il. Installée à Allas-Champagne, près de Jonzac, PG Inventaire orbite aujourd'hui dans tout l'Hexagone, grâce à ses 18 salariés dont 16 techniciens forestiers en télé-travail répartis dans tout le pays.

Envie d'aller plus loin

À force d'identifier les besoins en élagage, le jeune Charentais a eu envie d'aller plus loin et de «proposer aussi la partie travaux». «J'ai donc racheté il y a trois ans la société Techni vert, basée à Bords [17], qui employait 24 salariés, possédait des agences en Vendée, dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne, et proposait à la fois de l'élagage industriel (Enedis, RTE), et de l'élagage pour les particuliers, les campings, les collectivités.» En seulement trois ans, l'entrepreneur a fait grimper le chiffre d'affaires de Techni vert à plus de 2 millions d'euros, l'effectif à 40 salariés et ouvert une agence en Loire-Atlantique.



Un arboriste de Charente élagage en plein chantier à Champniers.



Geoffrey Pacaud, fondateur et P-DG de GS Vert, entouré de l'équipe de Charente élagage qu'il vient de racheter.

Photos Majid Bouzzit

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin. Geoffrey Pacaud rachète, en juin dernier, la SARL Cassard-Charente élagage, basée à Mouthiers-sur-Boëme, plus spécialisée dans le particulier et la collectivité, qui compte quatre salariés arboristes, formés à la taille et au soin des arbres, et un apprenti. «Elle est devenue l'agence charentaise de Techni vert», explique-t-il. Puis il rachète les paysagistes Bonnin (18 salariés), à Royan, pour accrocher une corde complémentaire à son arc.

Grâce à ces croissances externes, le groupe GS Vert a doublé son chiffre d'affaires entre 2017 et 2018, pour atteindre les 4,5 millions d'euros. Une stratégie payante qui devrait se poursuivre en 2019. «J'ai encore deux gros projets d'investissement pour l'année qui vient, confie l'entrepreneur. Le rachat d'une autre entreprise d'élagage d'une cinquantaine de salariés dans les Pays-de-la-Loire. Et l'acquisition d'une pépinière dont je suis actuellement à la recherche. C'est ce qu'il nous manque pour avoir une offre vraiment complète.»

GS Vert déménage son siège dans le Cognaçais

GS Vert va donc poursuivre sa ramification, mais aussi aider ses branches existantes à bien pousser. En Charente, Geoffrey Pacaud espère développer la clientèle de Charente élagage, jusque-là cantonnée à Angoulême et ses alentours, à l'ensemble du département. «D'abord sur ses missions habituelles: collectivités, particuliers, précise le P-DG, puis sur un volet plus industriel.» Dans cette optique de développement, il

”

J'ai deux gros projets d'investissement pour 2019: une autre entreprise d'élagage et une pépinière.

vient de répondre à plusieurs appels d'offres conséquents comme celui lancé par Charente Numérique dans le cadre de l'installation de la fibre, ou celui lancé récemment par la ville de Cognac pour l'entretien de ses arbres. Autre grand projet pour cette année: «GS Vert va déménager son siège dans le Cognaçais, où je déménage également», annonce Geoffrey Pacaud. Il a déjà trouvé le local, rue du commerce à Châteaubernard, qui accueillera «une quinzaine de bureaux pour quelques techniciens de PG Inventaire mais aussi tous les postes administratifs du groupe», détaille l'entrepreneur, qui revient ainsi sur les terres de son enfance. «Les travaux devraient démarrer très prochainement.»

Le sondage

Etes-vous favorable à la fin
du changement d'heure ?



905 votants
sur charentelibre.fr

Changement d'heure: la fin ?

Crépuscule... Une consultation citoyenne en cours l'Assemblée nationale sur la fin du changement d'heure a recueilli à mi-parcours plus de 90 000 réponses, à plus de 80 % favorables à l'abandon du système actuel, a indiqué hier la députée qui la pilote. En septembre, la Commission européenne a proposé une nouvelle directive qui mettrait fin à ces changements impliquant d'avancer sa montre d'une heure en mars et de la reculer d'une heure en octobre. Sur le site de CL, la tendance est aussi très nette pour l'abandon du système. On peut encore voter.

- Le festival chorégraphique revient au théâtre de Cognac du 21 au 30 mars
- Une quatrième édition riche de dix spectacles, avec des corps dans tous leurs états.

Cette année, Mars Planète Danse va droit aux corps

Gilles BOLLÉY
g.bolley@charentelibre.fr

Le corps burlesque, élastique, qui danse, se tord... Bref, le corps dans tous ses états. «Des états de corps», joue avec les mots Stéphane Jouan, le directeur du théâtre municipal de L'Avant-Scène, comme cette quatrième édition de «Mars Planète Danse» jouera sur les contrastes et les genres. On l'aura compris, l'accent de ce traditionnel rendez-vous au théâtre de Cognac, du jeudi 21 au samedi 30 mars, est mis sur le corps en situation. Ce sera pour cinq soirées, contre quatre seulement jusque-là, à raison de deux spectacles par soir (à partir de 20 heures) avec des solos, des duos, des groupes, du rire, des performances, du mélange de genre, de l'émotion. Et un petit cadeau en prime pour tous, gratuitement.

Le corps qui jongle

Les festivités ouvrent le jeudi 21 mars avec «Flaque» (compagnie Defracto) et «Humanoptère» (Clément Dazin). Ces deux spectacles convoquent le jonglage comme support. En duo pour ce qui concerne le premier, qui transgressera les règles de la danse afin de révéler la possibilité de rater une chorégraphie. Comme celle de chorégrapier un raté, façon cartoon. À sept artistes danseurs et jongleurs pour le second, au cours d'une valse d'échanges qui mettra en évidence l'absurdité et les dérives qui font du travail quotidien autant une contrainte qu'une libération. À noter que ce spectacle est gratuit, dans le cadre d'une opération de mécénat conclue avec Hennessy.



Dans dix vitrines de magasin à Cognac, la Cie Volubilis livrera des saynètes sur notre rapport à la société de consommation, le samedi 23 mars. Photo Alex Giraud



Pas de «Mars Planète Danse» sans hip-hop. Ce sera pour la dernière soirée avec «Motion Peremish-Chennya».

Photo Frédéric Livino

Le corps qui gesticule

Deux manutentionnaires d'une plateforme de tri, avec leurs cartons, découvrent des mouvements qui les libèrent de leurs réflexes répétitifs et aliénants. La danse est ici vécue comme échappatoire pour s'extraire du quotidien et ce sera l'objet de «Refuge» (Vincent Dupont) qui ouvrira la soirée du samedi 23 mars, suivi de «Le P.A.R.D.I.» (compagnie Volubilis). Entre danse et théâtre, ce spec-

tacle gesticulé déroulera une fausse conférence en s'appuyant sur des paroles, des objets et des gestes inattendus, sur le thème de la reconversion du danseur. Drôle, décalé et loufoque. Et un public invité à participer.

Le corps qui reproduit

Reproduire une parade de séduction extraite d'un téléfilm sur Henry IV et la détourner plus de 25 fois sous des angles différents. C'est «Les déclinaisons de la Navarre» (compagnie Pjpp), un spectacle à mi-chemin entre théâtre, danse, mime et humour, aussi absurde que drôle et présenté le mardi 26 mars. Il précèdera «Our daily performance» (compagnie 1^{re} Strata-gème). Ou quand internet impacte le corps dans le sillage d'un quintet qui révèle par le mouvement comment les tutoriels de la Toile reproduisent notamment des normes et modèles.

Le corps qui résiste

La soirée du jeudi 28 mars fera la part belle au solo et aux corps résilients. En premier lieu, celui de «Robot, l'amour éternel», de Kaori Ito, qui viendra pour la troisième fois à L'Avant-scène. Cette fois avec un face à elle-même, confrontée à sa vie d'ar-

tiste en perpétuel mouvement et à un corps qui se relève toujours, quoi qu'il arrive. «Accidens» (groupe Entorse) prendra la suite sur le même thème, là pour un corps qui se tord sous toutes les formes, en quête de retrouver sa forme originelle. Une performance visuelle et sonore.

Le corps qui explore

Retour également pour le dernier volet de cette édition, le samedi 30 mars. Le duo suisse Delgado Fuchs, déjà vu en 2016, s'avance avec «Runway», un nouvel ovni auquel deux autres artistes collaborent, et où les cheveux sont en jeu. Abondance, résistance, appartenance, mais aussi travestissements, transgressions et explorations loufoques sont au menu. Et comme le hip-hop est toujours en orbite sur Mars Planète Danse, il clôturera cette édition avec «Motion Peremish-Chennya» (Brahim Bouchelaghem), un ballet relevé et enlevé de douze danseurs et danseuses d'Ukraine.

«Mars Planète Danse», du 21 au 30 mars, au théâtre de Cognac.
Tarifs: 15€ par soirée, 10€ la première.
Le spectacle «Humanoptère» est gratuit dans le cadre du mécénat avec la maison Hennessy (sur réservation). Renseignements et informations sur www.avantscene.com.

Le chiffre +45%

Avec 4.315€ par an et par habitant, la facture énergétique de Grand Cognac est supérieure de 44,75 % à celle de la région Nouvelle-Aquitaine (2.981€) et de 17,6 % à celle de la Charente. Le chiffre provient du premier diagnostic du Plan climat air et énergie territorial (PCAET) de Grand Cognac (un plan diligenté par l'État), dont la synthèse a été publiée hier sur le site internet de l'agglo. Attention: il ne s'agit pas du coût de l'énergie pour les particuliers, mais du coût global de l'achat d'énergie effectué dans le territoire, rapporté au nombre d'habitants. L'écart s'explique par l'activité industrielle liée aux spiritueux. Dans le même diagnostic, on apprend aussi que le territoire ne consomme que 9,7 % d'énergies renouvelables, contre 23,1 % dans la grande région. Mais que les émissions de gaz à effet de serre sont «équivalentes» à celles de la Charente et de la Nouvelle-Aquitaine.

FOLKLORE

Dances celtiques à Châteaubernard samedi. Ce samedi 23 février à 20h30 au Castel de Châteaubernard, la troupe «Avalon celtic dances» sera sur scène pour une soirée de danses, claquettes et musique irlandaise. Un voyage en terre celtique tonifiant, plein d'énergie et de virtuosité, pour lequel il reste encore quelques places. Places assises numérotées 30€. Réservations au 05.45.32.18.91, ou Auchan Châteaubernard, ou directement au Castel (vendredi, de 13h30 à 17h).

ASSOCIATION

AG de l'atelier poésie de Cognac, vendredi à Châteaubernard. Dany Vinet présidera l'assemblée générale de l'atelier poésie de Cognac ce vendredi 22 février à 18 heures aux Jardins de Louise situés rue Louise-Michel à Châteaubernard. Au programme: bilan de l'année 2018; projets 2019; présentation des anthologies «Chemins» et «Au fil du temps»; élection des membres du bureau; lecture de poèmes.

ADDITION

Réunion de «Vie libre» demain à Cognac. Le mouvement d'aide aux personnes en difficulté avec l'alcool, «Vie libre», tient une réunion demain mercredi 20 février à 20h30, à la maison de quartier de la place Jules-Ferry à Cognac, sur le thème «L'alcool au volant». L'entourage et les amis peuvent assister aux réunions pour comprendre la maladie alcoolique. Contact au 05 45 83 25 96.

QUARTIER

Conseil de Saint-Martin ce soir. Le conseil du quartier Saint-Martin à Cognac se réunit ce mardi à 18h30, à la maison de quartier située au 1, rue de Marennes.

Ils révisent en passant leurs week-ends au bar

Le bar de la salle du Castel, à Châteaubernard, est désormais géré par une classe du lycée Jean-Monnet, qui a créé une entreprise de services.



Les élèves de première STMG (management et gestion) étaient présents samedi au spectacle «Le savetier de Thanjavur». Ils ont assuré le service, la petite restauration et la billetterie dans le cadre d'un projet pédagogique plus vrai que nature.

Photo CL

Ils étaient au Castel pour la troisième fois samedi, lors du spectacle «Le savetier de Thanjavur». On les avait déjà remarqués pour «Djihad» et la conférence décalée de Frédéric Gersal, quelques semaines plus tôt.

«Ils», ce sont les élèves de première STMG (sciences et technologies du management et de la gestion) du lycée Jean-Monnet de Cognac. Mais pour l'occasion, il s'agit surtout de jeunes entrepreneurs qui ont créé «La Monnette», une mini-entreprise qui a tout d'une grande. Elle a pour objet de proposer et réaliser des prestations de service et d'organiser des événements.

La billetterie et le vestiaire aussi

Au Castel, Alexandre, Nina, Vincent, Zohra et leurs camarades, assurent avec efficacité la billetterie, le vestiaire et le bar, où ils vendent leur production. Des cocktails (sans alcool), des crêpes ou encore des toasts aux rillettes d'autruche (!). Le tout concocté en flux tendu avec des produits locaux et frais, une contrainte du cahier des charges de la commune (lire l'encadré ci-dessous). Pour mener à bien leur projet pédagogique, avec le soutien de Frédéric Mansano, leur profes-

”

Je suis épatée par leur prise de responsabilités, mon fils a pris plus de confiance.

seur d'économie et gestion, ils se sont organisés sur le modèle d'une entreprise réelle avec tous ses services, administratifs, financiers, marketing, ressources humaines, etc. Après tout, c'est ainsi qu'on apprend les contraintes du terrain, comme la gestion des achats et des stocks ou le contact avec la clientèle, explique Frédéric Mansano. «*Tout est valorisé en cours, c'est un support pour toutes les matières (...). Ils s'ouvrent, ils changent.*»

Une impression que confirme Christelle, la mère d'Evan et la «marraine» du projet, qui les accompagnait samedi. Elle se dit «*agréablement surprise, et même épatée, par leur prise de responsabilités (...). Mon fils a pris plus de confiance, ça lui donne du sens*». Nina, quant à elle, a trouvé «*un peu dure la mise*

en route», mais finit par sourire: «*Maintenant, ça va*». Alexandre aime plutôt le contact direct avec les clients («*Je n'aurais pas voulu faire de la vente sur internet*»), tandis que Vincent apprécie d'être «*aussi bien impliqué*» dans un projet scolaire. Zohra, enfin, se sent à l'aise, «*tranquille*»...

Un stock d'idées

Ce ne sont pas les projets qui manquent au groupe d'entrepreneurs, puisqu'ils prévoient de continuer leur prestation au Castel jusqu'à la fin de la saison et que d'autres idées sont dans leurs cartons: loto, tournoi de futsal ou autre.

À les voir s'activer en cuisine, derrière le bar, dans la salle, on se dit qu'à la question d'Evan, «*Est-ce que ça va me servir pour après?*», la réponse est évidemment «oui». Début mars, les vingt-deux élèves de la classe de première et «La Monnette» vont participer au concours «Entreprendre pour apprendre», qui rassemble, rien que dans l'académie de Poitiers, une cinquantaine de projets.

Ils y ont toutes leurs chances. Mais quel que soit le résultat de l'épreuve, ils ont déjà gagné une maturité que pourraient leur envier des étudiants bien plus âgés.

Pierre NAU

«Dynamiques et serviables»

Dominique Petit, adjointe au maire de Châteaubernard en charge de la culture, ne regrette pas une seconde d'avoir confié le bar du Castel aux lycéens de La Monnette.

Il y avait déjà une réflexion en cours sur sa gestion au moment où ils ont proposé leurs services. Mais l'élue souhaitait un maximum de produits locaux et tenait à de la vraie vaisselle, pas évident pour des jeunes inexpérimentés.

Histoire de voir, «*on a établi un cahier des charges: on voulait une boisson exclusive, une petite restauration*

originale, pas de vaisselle jetable... Ils ont répondu en une semaine!», se souvient-elle, encore bluffée. Le jus de raisin et le soda du cocktail sont donc produits par des entreprises locales, de même que les rillettes, tandis que les crêpes sont directement cuisinées par les élèves, à la demande.

Aujourd'hui, après trois manifestations, «*on voit qu'ils ont pris les choses en main, le niveau monte*», se régale Dominique Petit.

«*Ils sont très dynamiques, serviables. Et puis, on participe à leur formation.*»



Dominique Petit, adjointe en charge de la culture, a recruté les lycéens. Photo DR



Segonzac

Les déchets ménagers au menu des élus

Deux dossiers principaux ont animé le dernier conseil municipal de Segonzac. Premier fil rouge: la mise en place de bornes de collecte d'ordures ménagères enterrées. Face au risque de ramassage sur une seule tournée par semaine dans le centre-bourg, les élus planchent sur l'installation de treize points de collecte enterrés (comportant chacun deux bornes minimum) en points d'accueil volontaires. Ces équipements permettraient aux habitants de déposer leurs sacs noirs et jaunes sept jours sur sept et 24 heures sur 24, sans subir les nuisances visuelles et olfactives lorsque lesdits sacs sont déposés trop longtemps à l'avance. Les collectivités optant pour ces bornes enterrées sont aidées par Calitom, le service public des déchets ménagers, à hauteur de 3.000€ par installation et Grand Cognac pourrait apporter son soutien en versant un fond de concours dès 2019. Resterait à la charge de la municipalité les travaux de génie civil. Concernant les collectes hors du centre-bourg, la périodicité actuelle serait maintenue. Projet accepté à l'unanimité moins une voix contre, pour une mise en place espérée au début 2020. Deuxième gros dossier: la proposition de la société Solar

Projects, spécialisée dans l'énergie photovoltaïque. Elle propose à la mairie d'installer, probablement aux Balastières, une centrale solaire photovoltaïque d'une superficie d'une dizaine d'ha. Le conseil en a longuement débattu, mais vu la complexité du dossier et les avis étant partagés, il est demandé une étude plus approfondie. Un technicien sera invité à présenter le projet lors d'un prochain conseil.

■ **Informations diverses.** Le transfert d'affectation légale et de jouissance du temple vers le regroupement de l'Église protestante unie du Cognacais, reçoit un avis favorable. Le rapport annuel sur l'eau et l'assainissement (compétence reprise par Grand Cognac depuis un an), est consultable en mairie. Également de la compétence de l'agglomération, la médiathèque est désormais accessible à tous gratuitement. Dans le cadre de l'arrivée prochaine de la fibre, et pour faciliter la distribution du courrier, une vingtaine de rues et de chemins situés dans les hameaux, ont été dénommés; le plan est consultable en mairie. Enfin, le projet de rénovation et d'extension de l'Université des eaux-de-vie, validé par l'agglomération, qui en a la compétence, a été présenté aux élus.

Cet après-midi



Nuageux

Le temps s'améliore tout doucement, avec quelques éclaircies possibles.

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
4° 16°	3° 17°	2° 17°	2° 17°

Jeudi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 18°	4° 18°	3° 18°	2° 18°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 18°	4° 19°	3° 19°	4° 17°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
7° 17°	6° 18°	4° 18°	5° 16°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 16°	5° 17°	4° 17°	4° 16°

Lundi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 16°	5° 17°	4° 17°	4° 15°

HIER

Mini / Maxi

Comment s'organise la fin (ou non) du changement d'heure

L'Assemblée nationale lance une grande consultation sur le sujet jusqu'au 3 mars prochain

Depuis février 2018 et le vote par le Parlement européen d'une résolution visant à abroger le changement d'heure, sa fin semble de plus en plus inéluctable. La commission européenne avait même proposé d'y mettre un terme dès 2019, avant de plutôt envisager 2021. Mais une question est encore loin d'être résolue : à quelle heure allons-nous rester, hiver ou été ?

« Les États membres [...] doivent trancher eux-mêmes », a déclaré, en septembre dernier, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. L'Assemblée nationale a donc décidé de demander leur avis aux Français sur ce dispositif, mis en place en 1976 pour réaliser des économies d'énergie, mais qui est aujourd'hui de plus en plus contesté.

1 Les Français peuvent voter jusqu'au 3 mars prochain

Car si 76 % des 4,6 millions de citoyens européens ayant répondu à la vaste consultation en ligne lancée l'été dernier ont déclaré « vivre le changement d'heure comme une expérience négative ou très négative », celle-ci était très déséquilibrée. 70 % des contributions venaient d'Allemagne.

La France avait, quant à elle, contribué à hauteur de 8,6 % – en fait, seuls 0,59 % des Français avaient finalement donné leur avis. Et puisqu'il appartient aux États de décider eux-mêmes, la France a lancé sa propre consultation en ligne (questionnaire.assemblee-nationale.fr). Vous avez jusqu'au 3 mars 2019 pour répondre.



Heure d'été ou heure d'hiver ? Il faut choisir. PHOTO ARCHIVES AFP

2 Une majorité de citoyens sont pour la fin du dispositif

Selon « le JDD », 54 000 personnes ont pour l'instant répondu à cette consultation. Et 84 % d'entre eux réclament l'arrêt du changement d'heure, et le maintien à l'heure d'hiver. Un résultat qui reflète celui de la consultation européenne : plus de 80 % des Français ayant répondu s'étaient déjà prononcés pour l'abolition du changement d'heure.

3 Il faudra que tous les pays d'Europe s'accordent

Mais quel que soit le résultat de cette consultation, rien ne sera acquis pour autant. Comme l'avait souligné en octobre dernier l'Eurodéputée EELV Karima Delli, à l'origine de la résolution adoptée au Parlement pour abolir le changement

d'heure : « Un pays ne peut pas décider sans tenir compte des pays frontaliers. Imaginez que nous passions à l'heure d'été alors que la Belgique décide de conserver celle d'hiver. On ne va quand même pas obliger tous les Français qui travaillent en Belgique ou inversement à décaler leur montre de deux heures tous les jours. » La Commission européenne estime que les pays « devraient coordonner leurs choix afin de préserver le bon fonctionnement du marché intérieur et d'éviter la fragmentation ».

Alexandra Tauziac

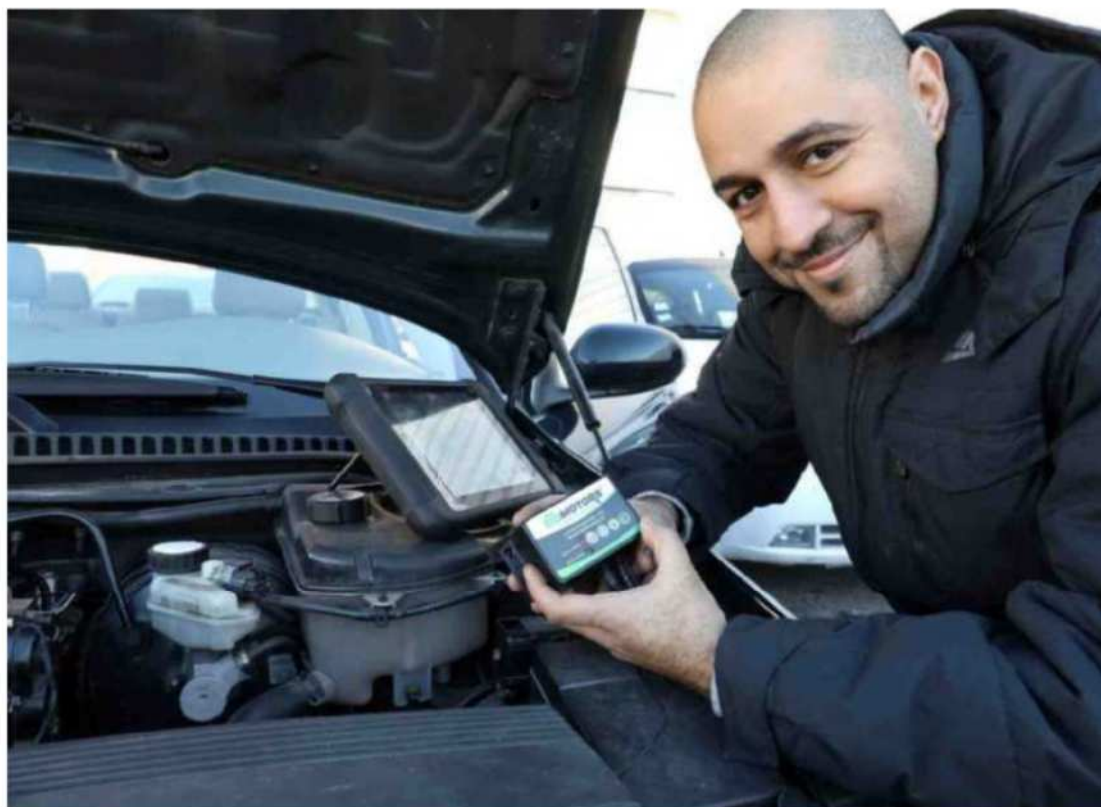
SUD OUEST.fr

Pourquoi les spécialistes du sommeil préfèrent l'heure d'hiver.

Abonnés.

Le bioéthanol est-il le carburant miracle ?

Autrefois clandestin avant d'être récemment homologué, l'usage de ce carburant moitié moins cher commence à faire tache d'huile. Son impact environnemental est un peu plus nuancé



Mérignac (Gironde). Depuis l'homologation des boîtiers, le Cactus garage de Mustapha ne désemplit plus. PHOTO STÉPHANE LARTIGUE/USO

Sylvain Cottin
s.cottin@sudouest.fr

Pour les plus riches aussi, il n'y a pas de petits profits. Ces derniers jours, au garage Cactus de Mérignac (Gironde), Samuel aura successivement posé son petit boîtier magique sur une Jaguar S-Type et une luxueuse Bentley. À 57 centimes le litre de bioéthanol vendu dans l'hypermarché voisin, ce mécanicien n'abonde plus. « J'en installe deux par jour, et nous avons quasiment un mois et demi d'attente. »

Longtemps confidentiel, l'usage de ce carburant a bondi de 55 % l'an dernier, conséquence directe de l'homologation récente du système de conversion sous le capot. Certes, encore loin de concurrencer le sans-plomb puisqu'il ne représente que 2,3 % des ventes d'essence, l'E85 a pourtant devant lui un boulevard d'autant plus dégagé qu'il reste fort méconnu du grand public. Autrefois confiné à l'illégalité de quelques petits fûts

ayant peu ou prou transformé leur auto en alambic de contrebande, la hausse du prix des carburants, à l'origine du mouvement des gilets jaunes, aura encore amplifié le phénomène depuis l'automne.

1 Un geste pour la planète, et surtout pour le porte-monnaie

Ne soyons pas hypocrites, avant de chanter les louanges environnementales du bioéthanol, disons tout net que son prix ultra-compétitif en fait le principal argument. Moitié moins cher que tous les autres carburants – exception faite du GPL – c'est à se demander comment ce mélange à 85 % composé d'alcool végétal ne renverse pas d'avantage la vapeur.

« Sauf pour les moteurs diesel, et à de très rares exceptions près, la plupart des véhicules mis en circulation après 2001 sont compatibles », confirme Mustapha Daghis, le patron du garage Cactus, affilié au pionnier Biomotors. « Le boîtier électronique que nous posons sert juste à enrichir le moteur en carburant, histoire de compenser la

sécheresse de l'éthanol. » Et si ça ne sent toujours pas la rose à la sortie du pot d'échappement, au moins vous ne reniflerez presque rien à l'arrière des berlines labellisées Superéthanol. « La preuve, on laisse tourner les moteurs à l'intérieur de l'atelier. Avec d'autres voitures, on étoufferait aussitôt... » Selon l'étude « Du champ à la roue », publiée en 2010 par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), l'utilisation de l'E85 permet d'ailleurs de réduire de 50 à 70 % les émissions de gaz à effet de serre. Du côté des particuliers, la diminution serait encore plus drastique.

2 Le boîtier et l'homologation sont obligatoires

Inodore, le passage au bioéthanol n'est pas forcément indolore pour le porte-monnaie. Comptez entre 700 et 1 000 euros pour la pose et l'homologation dudit boîtier, ajoutez à cela une consommation de 10 à 15 % supérieure. Tout compte fait, les bénéfices seront pourtant vite au rendez-vous des automobilistes. Avec un prix moyen tournant autour des 65 centimes à la pompe, il ne faudra qu'une petite année et 15 000 km pour réaliser une vingtaine d'euros d'économie sur chaque plein de 50 litres. « Pendant les fêtes, mon trajet à Paris au

L'USINE DE DIESEL AU BORD DE LA FAILLITE

Signe des temps, dans la Vienne, la Fonderie du Poitou Fonte (FPF) a été placée, dernièrement, en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Poitiers. Victimes collatérales de la baisse des ventes de véhicules diesel, les 400 salariés de ce sous-traitant automobile avaient vu les commandes de blocs-mo-

teurs chuter de 40 % au second semestre 2018. Le propriétaire de FPF a désormais jusqu'au 28 février pour trouver un éventuel repreneur. L'an dernier, les véhicules diesel n'ont représenté que 40 % des ventes en France, quand à leur apogée, en 2012, ils trahissaient encore les trois-quarts du marché.

volant d'une Opel Corsa ne m'a coûté que 20 euros d'essence », confirme Samuel, le mécano de Mérignac.

À condition, il est vrai, de trouver une pompe distribuant l'E85, comme en Nouvelle-Aquitaine, où seulement une centaine de stations – 10 % du réseau – sont approvisionnées. Alors que le maillage ne cesse de se densifier avec un peu plus de 1 100 stations début 2019, soit 130 de plus que l'an dernier, vous ne risquez pas, de toute façon, la panne sèche. Une fois adaptée à l'E85, votre voiture peut continuer à rouler indifféremment avec du sans-plomb classique.

À noter que plusieurs régions ont déjà mis en place des aides financières pour soutenir la conversion des véhicules essence au bioéthanol (Grand Est, Sud-PACA, Hauts-de-France).

3 L'herbe est-elle plus verte dans le champ d'éthanol ?

Si l'impact de la fumée blanche typique du bioéthanol est incontestablement moindre pour l'atmosphère, son empreinte écologique globale apparaît, en revanche, plus nuancée. « La fabrication des bio-carburants a, bien sûr, des impacts sur l'environnement, puisque les cultures sont produites non pas de façon biologique mais traditionnelle, avec ce que cela suppose en matière de consommation d'énergie dans les engins agricoles, d'utilisation d'engrais et d'eau », pointe l'Ademe. Et c'est, au passage, autant de terres en moins destinées à l'alimentation.

« Pour monter à Paris depuis Bordeaux, mon trajet ne m'a coûté que 20 euros d'essence »

Mais quand, à l'étranger, la production d'agrocarburants entraîne parfois des déforestations massives, son impact reste, pour l'heure, assez mesuré chez nous. Champion d'Europe de la discipline, devant l'Allemagne, avec 12 millions d'hectolitres produits l'an dernier, l'Hexagone voit, pour autant, ses paysages quelque peu remaniés. Principalement tiré de la betterave sucrière et de céréales, l'éthanol made in France aurait déjà colonisé 300 000 hectares, soit 1 % de la surface agricole utile du pays.

« À partir du moment où les biocarburants sont exploités de façon raisonnée, le bilan environnemental est positif », préviennent les scientifiques de l'Ademe, tout en lorgnant sur les nouvelles générations de biocarburants. La troisième de biodiesel annoncée, faite notamment à base d'algues, laisse entrevoir un rendement élevé, une faible compétition avec les espaces agricoles et des rejets de CO₂ bien moins importants que ceux de la première. En attendant, comptez environ un hectare de betteraves pour un plein de 1 000 km.

Mobilisation massive du gouvernement



Édouard Philippe sera place de la République, à Paris. AFP

RASSEMBLEMENT Édouard Philippe, plus de la moitié du gouvernement et les

représentants d'une vingtaine de partis participeront aux rassemblements contre l'antisémitisme prévus aujourd'hui, à l'initiative du PS en France. Le Premier ministre a annoncé sa présence à Paris, place de la République, à 19 heures. Quatorze autres ministres ont confirmé leur présence ainsi que huit secrétaires d'État. Quant au Rassemblement national, il ne défilera pas aux côtés des formations politiques mais rendra un hommage séparé aux victimes des actes antisémites,

Emmanuel Macron ne sera pas présent

MARCHE À PARIS Le président de la République Emmanuel Macron ne participera pas au rassemblement contre l'antisémitisme organisé à Paris, par 14 partis politiques. Le premier secrétaire du PS

Olivier Faure, à l'initiative du rassemblement, a appelé le président à y participer pour « dire que la République condamne fermement, définitivement, de manière absolue, toute forme de haine et notamment l'antisémitisme ».

Des députés veulent pénaliser l'antisionisme

ASSEMBLÉE NATIONALE Des députés membres du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme veulent pénaliser l'antisionisme, une proposition qui suscite des réserves dans les rangs du gouvernement. « On veut pénaliser l'antisionisme, sujet sur lequel nous travaillons depuis plusieurs mois », a déclaré hier le président du groupe d'études Sylvain Maillard (LREM). Il a par ailleurs refusé tout projet « de circonstance ».

LE CHIFFRE DU JOUR

+ 3,6 % Les expéditions de cognac à la surface du globe restent

bien orientées à la fin janvier 2019. Les dernières statistiques du BNIC font état de 204,3 millions de bouteilles livrées dans les filiales de distribution ces douze derniers mois. Les tendances par grandes zones : Amérique du Nord et Mexique, + 6,9 % ; Europe, - 5 % ; Extrême-Orient + 4 % ; autres pays, + 8,2 %.



LE PIÉTON

Suggère aux élus en charge des sports à Grand-Cognac de s'inspirer de leurs collègues du Grand-Angoulême. Comment ? C'est tout simple : en offrant gratuitement des jetons aux couleurs de l'Agglo à l'entrée de la piscine X'Eau, comme à Nautilus ! À Saint-Yrieix, le geste est apprécié des utilisateurs, qui n'ont pas toujours une pièce de 1€ dans la poche, indispensable pour ranger les vêtements dans les casiers. À l'accueil de l'X'Eau à Châteaubernard, rien de tout ça. Le personnel a d'ailleurs pour consigne de ne pas faire de monnaie. Parfois, il prête un jeton personnel au logo d'une grande surface. Mais ne le répétez pas et ne l'exigez pas : il le fait uniquement pour dépanner, par gentillesse et professionnalisme...

Ils préparent déjà l es beaux jours

OFFICE DE TOURISME L'équipe que dirige Coline La Fontaine ne ménage pas ses efforts pour faire de Cognac et de sa région une réelle « destination »

Olivier Sarazin

o.sarazin@sudouest.fr

Grand soleil à Cognac, où le mercure tutoie les 17° C. Sur les terrasses de la place François I^{er}, les cafetiers boivent du petit lait. Tout près, rue du 14-Juillet, quelques promeneurs poussent la porte de l'office du tourisme, à la recherche d'un plan de ville ou d'un conseil. Ils demandent souvent quel négociant visiter (lire ci-dessous). La saison débute, encore timide. Toute l'équipe prépare déjà les beaux jours. L'heure est notamment à la relecture des brochures thématiques annuelles, qui seront imprimées à 60 000 exemplaires. Chacune compte une vingtaine de pages et met en avant un atout de la ville et de son territoire : l'œnotourisme bien sûr, mais aussi la gastronomie, les activités de plein air et le patrimoine. L'office de tourisme se veut « distillateur d'expériences, de saveurs, de sensations et d'émotion ». Il décline tous les charmes de la « Destination Cognac », formule déposée à l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi) en novembre 2015, sous le numéro 4 220 732.

Façon « trade marketing »

« "Destination Cognac" est une marque, propriété de l'Agglomération de Grand-Cognac, que nous travaillons comme telle », explique Coline La Fontaine, qui a succédé à Stéphanie Tonon et dirige de l'office de tourisme depuis un an.

Rue du 14-Juillet (et dans les bureaux secondaires de Châteauneuf, Jarnac et Segonzac), l'époque des dépliants distribués en masse est révolue. Le territoire se promeut façon « trade marketing ». « Chaque brochure – dont la charte graphique a été confiée à une agence de

communication – ressemble à un magazine, avec ses récits, ses rubriques, ses bons plans. Chaque exemplaire coûte environ 80 centimes et nous nous assurons qu'il est donné à la bonne personne et au bon endroit », poursuit Coline La Fontaine. Dans l'univers du tourisme, le papier a d'ailleurs moins la cote. Priorité au digital. Le nouveau site de l'office de tourisme – plus intuitif et mieux illustré – et les pages ouvertes sur les réseaux Facebook et Instagram répondent à cette exigence. Au sein de l'équipe, deux des onze salariés y consacrent beaucoup de leur temps. « En avril, nous participerons au Salon des "influenceurs" et des blogueurs de voyage qui se tiendra à Lille », ajoute Coline La Fontaine.

Une agence vend des séjours

L'information et la promotion ne sont pas les seules missions de l'office de tourisme. L'organisme commercialise aussi des séjours auprès de ses 370 partenaires. C'est l'affaire de l'agence dite « réceptive », capable d'organiser des voyages d'agrément ou d'affaires « sur mesure ». En 2018, elle a travaillé pour 103 groupes soit 3 100 personnes. Bon an mal an, cette activité dégagne environ 250 000 € de chiffre d'affaires. Ses bénéfices contribuent à renforcer les ressources propres de l'office, dont le budget de 800 000 € dépend aux deux tiers des subsides de Grand Cognac.

« Nous assistons à un bel alignement de planètes, avec l'ouverture des Chais Monnet, la création de la Fondation Martell et le nouveau circuit d'Hennessy. L'offre touristique à Cognac correspond aux attentes d'une clientèle exigeante et souvent étrangère », dit encore Coline La Fontaine.



Promenade à vélo dans le vignoble, canoë sur la Charente... L'office de tourisme de Cognac ne joue pas que la carte œnotouristique. Il se dit aussi « distillateur de sensations ».

PHOTOS CHRISTOPHE MARIOT POUR CHARENTES TOURISME / ANNE LACAUD, ARCHIVES « SUD OUEST »

LES CHIFFRES DE L'ŒNOTOURISME

238 000 VISITEURS ANNUELS

Aujourd'hui, l'offre œnotouristique est montée en gamme. Elle se veut toujours plus originale, toujours plus personnalisée. En 2016, Hennessy a modernisé sa proposition, entraînant tous ses collègues et concurrents dans un cercle vertueux. Selon nos calculs, les maisons – grandes et petites – reçoivent plus de 110 000 visiteurs chaque année. Nous les avons sollicités. Six ont accepté de dévoiler leurs chiffres de fréquentation en

2017 : Hennessy, 30 000 ; Otard, 23 000 ; Rémy Martin, 17 000 ; Martell, 15 000 ; Camus, 5 500 ; Courvoisier, 5 000. Ces négociants mais aussi une centaine de viticulteurs sont adhérents des Étapes du cognac. L'association a compté un total de 238 000 œnotouristes au pays du cognac. L'estimation est officieuse mais très sérieuse. Elle a été donnée en 2017 à l'agence gouvernementale Atout France pour le renouvellement du label officiel « Vignobles & Découvertes ».



Hennessy fête le nouvel An chinois jusqu'au 2 mars et fait déguster des bouchées à la vapeur. PHOTO LACALUD

Les négociants ouverts

Souvent sur rendez-vous. Découvrir le petit monde du cognac pendant les vacances de février n'est pas une mauvaise idée mais requiert toutefois un minimum d'organisation ! En effet, de nombreuses maisons de négoce sont fermées pendant la mauvaise saison. Et lorsqu'elles sont ouvertes, les visites se font parfois sur rendez-vous. Le point.

Hennessy. La maison est ouverte du mardi au samedi. Départs des visites de 10 h 45 à 16 heures. Par ailleurs, Hennessy célèbre le nouvel An chinois jusqu'au 2 mars. La boutique se pare des créations de

Guangyu Zhang, jeune artiste originaire de Shanghai et basé à Londres. Une petite exposition montre également les liens commerciaux et culturels entre le négociant et la Chine. Hennessy est présent sur ce marché depuis 1859. Enfin, en plus des visites traditionnelles, est proposée une expérience inédite comprenant la dégustation de trois cognacs (VSOP, XO et Paradis) accompagnés de trois bouchées chinoises (45 €). Tél. 05 45 35 056 44.

Hine. La maison, fondée en 1817 par Thomas Hine (1775 - 1822), est installée quai de l'Orangerie à Jar-

nac. Elle perpétue une certaine tradition anglaise, élégante et raffinée. Elle se visite gratuitement, du lundi au vendredi, mais seulement sur réservation. Le circuit vient tout juste d'être rénové. Tél. 05 45 35 59 59.

Meukow. Ici, pas de longues et fastidieuses explications sur les six crus du vignoble et la double distillation. La marque à la panthère noire privilégie l'émotion et les sensations. La visite des chais, en plein cœur de Cognac, dure environ une heure, avec dégustation de trois cognacs. Il est prudent de réserver au 05 45 82 32 10.

pendant les vacances

Otard. Chaque année, plus de 23 000 visiteurs découvrent l'or ambré des Charentes dans un cadre royal : celui du château des Valois, où est né François I^{er} en 1494. Ici, pas d'image de synthèse, aucune tablette tactile mais des voûtes piquées d'histoire... Bienvenue chez Otard, au 127, boulevard Denfert-Rochereau, où le cadre suffit à lui-même. Le château est ouvert toute l'année. Visites l'après-midi de 14 à 18 heures. Tél. 05 45 36 88 86

Rémy Martin. Avec 17 000 visiteurs annuels sur son site industriel de Merpins et au siège de la société à

Cognac, Rémy Martin est un poids lourd du tourisme à Cognac. La maison de négoce a d'ailleurs reçu une étoile au Guide Vert Michelin. Pendant les vacances de février, les chais de Merpins sont fermés. En attendant, la maison ouvre son siège, rue de la Société Viticole. Tél. 05 45 35 76 66

Tiffon-Braastad. La société fondée en 1875 fut reprise en 1919 par Sverre Braastad, jeune norvégien venu s'établir à Jarnac en 1899. Les descendants de quatrième génération poursuivent l'activité familiale. A ne pas manquer : l'imposant chai sur les bords de Cha-

rente. Visites gratuites au 29, quai de l'Île Madame, 16 200 Jarnac. Réservation au 05 45 36 87 00.

Chez eux, porte presque close. Camus n'est ouvert que de mai à septembre. Courvoisier à Jarnac est aussi fermé l'hiver. Martell à Cognac modernise son circuit. Le plus ancien des négociants promet pour le printemps « une expérience œnotouristique nouvelle, avec immersion multisensorielle dans un patrimoine unique ». En attendant, la boutique de Gâtébourse est ouverte ainsi qu'une visite dite "Craftmanship". Tél. 05 45 36 34 98.

47,4 M€

Le poids économique du tourisme dans l'agglomération de Grand-Cognac, en millions d'euros.

70 000

Le nombre de personnes qui ont poussé la porte de l'office de tourisme de Cognac et de ses bureaux de Châteauneuf, Jarnac et Segonzac en 2018.

60 000

Le nombre de brochures distribuées chaque année.

220

Le nombre d'ambassadeurs du territoire, qui œuvrent à titre bénévole.

Sources : Grand-Cognac.

Une équipe de 11 personnes

L'équipe de l'office de tourisme de Cognac, dirigée par Coline La Fontaine, est constituée de Zélie Dagbert, secrétaire de direction et comptabilité, Pamela Briaud, accueil et qualité, Marie-Christine Baudry et Nathalie Leclerc, groupes, Maryline Chaillou, bureau de Segonzac, Myriam Gervais, boutique, Damien Garcia, relations avec les partenaires et bureau de Jarnac, Séverine Poineaud, communication, Pascale Chaillot, pôle numérique, et Emmanuelle Brothier, bureau de Châteauneuf.

Le débat en présence de Sandra Marsaud réunit 60 personnes

POLITIQUE Grand Débat national à Cognac, suite... Hier soir, c'était au tour de la députée Sandra Marsaud (LREM) d'organiser une réunion avec Sandrine Papon, Patricia Gaborieau, Yannick Laurent, Pascal Gautier et Julien Courtet-Février. On a compté environ 60 personnes à La Salamandre. Mercredi au même endroit, de 19 h 30 à 20 h 30, la radio catholique RCF Charente ouvrira ses « Cahiers de l'Espérance ». L'émission en public et en direct s'intéressera notamment aux « causes du malaise actuel » et aux « formes violentes qu'il a prises ».



Hier soir à La Salamandre. a.s.

Mercredi toujours, mais à 20 h 30 au Castel à Châteaubernard, une rencontre « d'initiative locale » portera sur la « transition écologique ».

Les soldes plombés par les gilets jaunes

CONSUMMATION

Le bilan des six semaines de remises est très mitigé

Les soldes d'hiver, qui se terminent ce soir, n'auront pas permis de rattraper une fin d'année catastrophique, selon un bilan des commerçants français qui font état d'une « activité mitigée », mais également de fortes disparités, appelant à la « mobilisation de tous » pour sortir de cette crise.

Interrogés par la CCI de Paris et d'Île-de-France, 66 % des commerçants affirment que les ventes enregistrées sont « inférieures » à celle des précédents soldes d'hiver en raison des manifestations des gilets jaunes et 84 % d'entre eux estiment qu'elles ont eu des répercussions importantes ou très importantes sur leur activité. « L'effet gilets jaunes reste très marqué : la déconsommation le samedi perdure depuis trois mois à présent », rappelle Céline Choain, spécialiste du secteur mode et distribution au sein du cabinet Kea & Partners. « Tout le monde a fini l'année avec la gueule de bois. »

Les centres-villes souffrent

L'Alliance du commerce, qui représente 26 000 magasins dans le secteur de l'équipement de la personne, a constaté un recul des ventes de 0,9 % pour les grands magasins et de 2,4 % pour les enseignes de l'habillement. « Toutefois, ces chiffres masquent une forte disparité entre les formats de magasins. Les chaînes spécialisées, largement implantées dans les centres-villes, enregistrent une baisse de 2,3 %, les manifestations s'y étant désormais déplacées, tandis qu'à l'inverse, « les chaînes de grande diffusion, principalement situées en périphérie, connaissent une hausse de 2,3 % ». Le début des soldes a été caractérisé par des niveaux importants de démarques car les stocks restent élevés. Même si, selon Céline Choain, les enseignes ont « effectué un travail soigné sur les démarques, afin de sécuriser les marges », « Heu-



Les boutiques de centre-ville ont davantage souffert.

PHOTO « SUD OUEST »

reusement, la météo, qui a viré au froid, a aidé » à vendre manteaux et gros pulls en deuxième partie, affirme Emmanuel Le Roch, le directeur général de Procos.

« Avec une baisse de l'activité à Noël, des démarques qui sont arrivées plus vite et plus fort que d'habitude, les marges vont exploser », craint pour sa part Yohann Petiot, le directeur général de l'Alliance du commerce. « On est clairement arrivé à un bout de cycle », estime-t-il, faisant référence à la loi Pacte, qui doit instituer le passage des soldes à quatre semaines – au lieu de six – en 2020.

Achats utiles

Néanmoins, la part du textile dans le budget des Français ne cessant de se réduire, le panier moyen pendant les soldes diminue. Il est ainsi inférieur à l'année dernière pour 55 % des commerçants interrogés par la CCI-75. « Ça fait plusieurs années qu'on le ressent, les gens font très attention, ils ne consomment plus comme avant. Aujourd'hui, même pendant les soldes, ce sont des achats utiles qui répondent à un besoin », explique une commerçante du VI^e arrondissement de Paris.

Pour Yohan Petiot, « la crise de la demande se couple à une crise de l'offre », avec une plus grande « standardisation des marques et du produit », due notamment à « un manque d'innovation » pour le rendre « désirable ».

Les voitures menacées de taxes américaines

AUTOMOBILE L'Europe promet une réponse rapide si les États-Unis surtaxent les véhicules importés

La Commission européenne a promis, hier, une réponse « rapide et adaptée » si les États-Unis concrétisaient leurs menaces de surtaxer les véhicules européens importés dans le pays. Dimanche soir, le ministère américain du Commerce a annoncé avoir officiellement remis à la Maison Blanche son rapport sur l'industrie automobile, qui pourrait déclencher une surtaxe et intensifier les tensions avec l'Europe. Washington avait annoncé, fin mai, son intention d'imposer des tarifs douaniers de l'ordre de 25 % pour défendre ce secteur automobile, symbole de l'industrie manufacturière des États-Unis.

Le président Trump a désormais quatre-vingt-dix jours pour prendre sa décision.

« La Commission européenne est au courant de la conclusion d'une enquête menée par le ministère américain du Commerce sur la question de savoir si les importations de voitures représentent une menace pour la sécurité nationale américaine, a déclaré le porte-parole de la Commission, Margaritis Schinas. Si ce rapport se traduisait par des mesures préjudiciables aux exportations européennes, la Commission réagirait de manière rapide et adéquate. » L'Europe espère cependant pour le moment une issue « positive » des négociations commerciales avec les États-Unis, après la trêve conclue entre le président américain Donald Trump et le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, en juillet dernier.